

5, C, 41, 103, 2

166 158 162 164 262

HT/TR/MA
aa M

washington 30.9.77 1015 h u r g e n t

760 hhhhh

m. g. a. chevallaz, conseiller federal
copies: adm. des finances, service econ. et financier dpf,
commerce service monetaire.

assemblee annuelle fmi-bird

en marge rapports plus circonstances sur assemblee et
diverses reunions qui ont eu lieu a cette occasion, voici
quelques commentaires succincts sur teneur des discussions.

1) situation et politiques economiques

Lenteur reprise economie mondiale, accroissement chomage,
renforcement protectionnisme ont suscite inquietude generale
chez les quelques 5'000 participants. pretextant premiers pro-
gres realises en matiere d inflation et d ajustement des ba-
lances courantes, priorite accrue a ete accordee a la croissance.
fortes pressions sur allemagne et japon pour qu'ils stimulent da-
vantage leur economie et apportent ainsi soutien plus ferme
a conjoncture mondiale, allemagne a manifeste comprehension,
tout en essayant demontrer efficacite mesures prises recemment.
japon, plus retif, est, p.ex., arrive avec une heure de retard
a reunion ministerielle des 5 autres grands pays, dont roy-
aume-uni, recherchent moyens (fiscaux notamment) d acclerer
expansion et de combattre chomage sans repercussions excessi-
ves sur les prix. ce changement de priorite par rapport a

... ..
:/

original envoye a : - m. g.-a. chevallaz, conseiller federal,
copies envoyees a : - adm. federale des finances,
- division du commerce (serv. monetaire)

e. 4 4 1 8

+++++

30.9.77 18.45h -tdo-



- 2 -

manille et reunion ministerielle ocde parait preoccupant et fait craindre de serieux deboires. Les pays qui s engageront dans la reflation ne parviendront pas, sans doute, a ameliorer beaucoup l emploi. dans l environnement inflationniste actuel, entreprises prefereront probablement repondre a gonflement demande par majoration des prix, plutot que de courir risques inherents a nouvel investissement et engagement main-d oeuvre supplementaire.

tous les pays se sont mis mutuellement en garde contre risques recrudescence protectionnisme. mais usa gardent silence inquietant sur mesures envisagees pour contenir deficit non petrolier, qui commence a les inquieter, et ils viennent d etablir privilege pavillon americain pour transport 5 0/0 environ de leurs importations de petrole, creant ainsi dangereux precedent. allemagne (apel), pour sa part, a apporte appui conditionnel aux theses francaises de "liberalisme organise".

2) affaires fmi

aucune decision importante. 2e amendement des statuts et 6e revision des quotes-parts (decision jamaïque) sont en cours de ratification et devraient entrer en vigueur au debut de 1978.

facilite witteveen egalement en cours de ratification. difficultes pas exclues devant congres americain. nombreux pays en developpement demandent subvention d interet, comme pour facilite petroliere.

discussions sur 7e revision des quotes-parts (entree en vigueur 1980) devraient aboutir a un accord lors prochaine reunion comite interimaire (mars 1978), mais il semble deja que l on s oriente vers augmentation relativement importante.

- 3 -

depart witteveen (fin aout 1978) suscite maintes speculations quant a succession et repercussions sur politique du fmi. beaucoup de commentateurs pensent que ce depart pourrait faciliter renforcement cooperation fmi avec banques commerciales.

3) affaires banque mondiale

consensus politique en faveur accroissement substantiel capital de la banque se confirme. pays en developpement plus moderes qu a manille.

4) statut delegues suisses

a l initiative president leutwiler, la suisse, dont les delegues avaient ete admis jusqu ici comme "special guests", a obtenu statut d observateur a l assemblee annuelle, ce qui a necessite approbation des conseils d administration du fmi et de la bird. peut-etre faudra-t-il que l envoi d une delegation officielle a ces assemblees fasse l objet a l avenir d une decision du conseil federal.

La question d accrediter, comme la cee, un observateur permanent aupres des institutions de brettons woods pourrait bien etre dans l air. elle se posera en tout cas dans le cadre de l examen en cours de notre politique a l egard de ces institutions.

5) divers

en marge de l assemblee, turqui, qui est pratiquement en default, a fait objet vives admonestations witteveen pour qu elle prenne mesures assainissement. fmi a egalement pris contact avec banques creancieres (dont une grande banque suisse) en vue d arranger consolidation echeances. kaeser

ambasuisse